

Document

Sénégal - La France craint le pire

(slateafrique.com)

1^{er} novembre 2011

Après les Américains du Sénégal, l'inquiétude s'installe du côté des Français. La France a d'ores et déjà pris les devants en vue de la prochaine présidentielle sénégalaise de février 2012 qui s'annonce chaude. Prenant très au sérieux les risques de troubles qui pourraient survenir à la suite de la validation ou non de la candidature du président Abdoulaye Wade, les Forces françaises de la base militaire de Dakar, sur la presqu'île du Cap Vert, redoutent sérieusement des troubles.

Ces Forces françaises à Dakar, devenues Eléments français depuis le 1er juin 2011 conformément à la révision des accords de défense entre Paris et Dakar, ont entamé depuis près d'une semaine des exercices de simulation d'évacuation de leurs ressortissants, affirme le titre sénégalais le Quotidien. Le journal sénégalais considère que la France n'a pas lésiné sur les moyens. Des «navires postés en mer» et des «points de regroupement», ont déjà été mis sur pied.

Cette crainte est une suite logique du côté de Paris, qui au lendemain des événements du 23 juin, avait recommandé à ses ressortissants de ne pas descendre dans les rues le jour des manifestations. Un mot d'ordre encore plus clair avait été donné par le Quai d'Orsay, le siège de la diplomatie française, après les casses lors des émeutes du 27 juin contre les coupures d'électricité. L'ambassade de France avait recommandé à ses ressortissants de «se tenir informés de l'évolution de la situation avant tout déplacement», mais aussi de s'éloigner des «rassemblements» et «mouvements de foule».

Bien plus que de simples recommandations, la France prépare cette fois-ci une éventuelle évacuation pour tirer d'affaire ses ressortissants. Il n'est donc pas question pour l'armée française d'intervenir pour mettre fin à des attaques contre des personnalités de la République du Sénégal, telle que Karim Wade, le fils du président, l'aurait demandé «en catastrophe» à Robert Bourgi dans la chaude soirée du 27 juin.

L'ambassade de France à Dakar n'est pas la seule à avoir pris peur. L'ambassade américaine avait également fait état de sa «préoccupation» à la suite du verdict de condamnation du jeune leader politique socialiste sénégalais, Malick Noël Seck.

Depuis les journées de révolte des 23 et 27 juin 2011 qui avaient vu la capitale sénégalaise basculée dans des scènes de violence, ce sont toutes les ambassades accréditées à Dakar qui craignent pour la suite du processus électoral.

Lu sur le Quotidien